

Le CRDI au Mozambique

Le CRDI finance la recherche au Mozambique depuis près de 30 ans. Certes, la sanglante guerre civile qui y a fait rage de la fin des années 1970 au début des années 90, a radicalement limité les interventions, mais le soutien du CRDI s'y est intensifié de nouveau après la signature des accords de paix de 1992 et les élections libres de 1994. Depuis, le Mozambique donne l'exemple d'une reconstruction d'après-guerre fructueuse, et le CRDI continue de l'appuyer sur plusieurs fronts.

D'abord, il contribue grandement à l'avancement du pays par la recherche sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il soutient, par exemple, le Centre informatique de l'Université Eduardo Mondlane (CIUEM) dans ses efforts de promotion des télécentres communautaires qui permettent à la population d'accéder à des TIC, du simple téléphone à l'Internet.

Par ailleurs, Industrie Canada s'est associée au CRDI pour inciter au démarrage de micros et de petites entreprises de technologie et soutenir un projet pilote de déploiement d'assistants numériques personnels (ANP) pour le suivi du paludisme. Le CRDI collabore également avec le ministère de la Science et de la Technologie du Mozambique à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de science, de technologie et d'innovation. De plus, ses partenaires en Afrique du Sud coordonnent la recherche sur les TIC dans plusieurs pays, dont le Mozambique.

Ils s'intéressent particulièrement aux technologies qui donnent accès aux collectivités isolées à des réseaux de télécommunications, mais aussi à l'utilisation des TIC par les Africaines et à leur incidence sur leur qualité de vie.

L'économie du Mozambique demeure largement tributaire de l'agriculture et des ressources naturelles. Le CRDI finance donc un projet de conservation dans la région du Limpopo, à la frontière du Mozambique, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. Un centre de recherche du Zimbabwe coordonne ce projet pilote, qui cherche à établir une vision concertée de la gestion communautaire des ressources naturelles. D'ailleurs, pendant la décennie 1990, le CRDI et les chercheurs qu'il parraine ont fortement contribué à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles au Mozambique, notamment par l'offre d'un tout premier programme de formation interdisciplinaire destiné au personnel des réserves fauniques et le lancement d'un vaste projet de recherche forestière.

La présence de mines antipersonnel freine le développement des régions rurales du Mozambique. Ainsi, au tournant du millénaire, le CRDI a appuyé des travaux de recherche sur le déminage dans la région, et établi les fondements de l'Initiative d'information et de surveillance des mines terrestres en Afrique australe (SALAMA) qui conjugue les efforts pour améliorer l'efficacité des programmes antimines et de l'application de traités. La recherche prévoyait l'élaboration et la mise à l'essai de la Stratégie intégrée d'action

Le CRDI au Mozambique

contre les mines et de développement (SIAMD) permettant aux gouvernements d'incorporer les programmes antimines à la planification nationale à long terme du développement.

Rapidement, les TIC ont été intégrées à la stratégie d'après-guerre mozambicaine pour atténuer la pauvreté et stimuler la croissance. Après l'arrivée d'Internet au pays à la fin des années 80, on comptait moins d'une centaine d'utilisateurs et très peu de données probantes pour améliorer la situation. En 1996, le CRDI a créé le Secrétariat du Comité consultatif Acacia du Mozambique pour appuyer la stratégie gouvernementale d'amélioration des communications. La première étape consistait en un projet pilote de télécentres communautaires. Le projet SchoolNet Mozambique a ensuite permis d'intégrer les TIC aux écoles secondaires. En outre, le Secrétariat a soutenu l'élaboration de la toute première politique nationale africaine sur les TIC, adoptée en 2000. De l'avis des principaux intervenants gouvernementaux, la recherche sur les coûts et l'utilisation des télécentres a influé sur cette politique, qui promeut l'établissement d'un réseau national de télécentres et la réduction des tarifs d'accès à Internet par ligne commutée.

Les TIC ont même contribué à nourrir une « culture de paix ». De 2001 à 2005, l'appui du CRDI a en effet permis au Conseil chrétien du Mozambique d'utiliser les moyens de communication traditionnels et électroniques pour diffuser à travers le pays de l'information sur les activités locales de consolidation de la paix.

Dix activités de recherche sont actuellement menées au Mozambique ou avec sa participation grâce à un financement de 5,3 millions CAD consenti par le CRDI. Depuis 1979, d'ailleurs, ce dernier a appuyé 74 projets représentant un investissement total de 16 millions CAD.

QUELQUES PROJETS

La multiplication et la viabilité des télécentres communautaires

Depuis 1997, les télécentres se multiplient rapidement à travers le Mozambique, et son gouver-

nement compte bien en doter chacun des 128 districts du pays afin de promouvoir un accès universel aux TIC. Cet ambitieux projet est parrainé par le programme Unlimited Potential de Microsoft, l'UNESCO, le Fonds de développement des Nations Unies et le réseau Savoir sans Frontières (OKN). Or, les télécentres actuels souffrent d'une connectivité limitée et d'un manque de personnel compétent.

Pour corriger la situation, le CRDI et la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse appuient les travaux entrepris par le CIUEM pour établir un centre communautaire de soutien à l'information et aux communications (CAICC). Ce centre offre un service d'assistance technique et participe à la formation des gestionnaires, techniciens et bénévoles des télécentres. À l'échelle nationale, il encadre la coordination et la mise en commun de l'information entre partenaires et responsables de programmes de télécentres.

(Projet n° 103535, Établissement d'un réseau de télécentres communautaires au Mozambique; période visée : 2006-2009; contribution du CRDI : 102 110 CAD; personne à contacter au CRDI : Heloise Emdon; partenaire de recherche : Polly Gaster, Université Eduardo Mondlane, PO Box 257, Maputo, Mozambique. Tél.: (+258 1) 492 601; tél. : (+258 1) 494 755; courriel: polly@nambu.uem.mz; site Web : www.uem.mz)

Une stratégie nationale en matière de science, de technologie et d'innovation

En février 2005, le gouvernement mozambicain a créé un ministère de la Science et de la Technologie et demandé l'appui technique du CRDI pour élaborer une stratégie en science, technologie et innovation qui permettrait de créer de la richesse, d'atténuer la pauvreté et d'améliorer le bien-être collectif des Mozambicains.

Le CRDI et la DDC de la Suisse soutiennent également le travail de planification de ce ministère, qui, de concert avec d'autres ministères nationaux que concernent la science et la technologie, se penche sur les systèmes d'innovation. Le concours du CRDI permet de mettre l'expertise acquise au Brésil et en Afrique du Sud au service du processus de planification stratégique et de renforcer les capacités d'analyse

des possibilités et de reconnaissance des lacunes dans des secteurs prioritaires comme la santé, l'agriculture, l'énergie et la construction.

(Projet n° 103350, Politique sur la science et la technologie pour le Mozambique; période visée : 2005-2007; contribution du CRDI : 200 000 CAD; personne à contacter au CRDI : Richard Isnor; partenaire de recherche : Marcelino E. Sales Luca, directeur national de la planification et de la statistique, ministère de la Science et de la Technologie, Avenue Patrice Lumumba 770, Maputo, Mozambique. Tél.: (+258 1) 213 52800; téléc.: (+258 1) 213 52860; courriel : marcelino.lucas@mct.gov.mz; site Web : www.mct.gov.mz)

Les technologies du « premier mille » et du « premier pouce » pour relier les collectivités rurales

Les entreprises de téléphonie se préoccupent généralement du coût du « dernier mille », soit de ce qu'il en coûte pour connecter une personne ou un établissement à l'infrastructure des télécommunications. Le concept du « premier mille », quant à lui, propose de revisiter le problème en l'envisageant du point de vue des collectivités défavorisées, usagers potentiels de technologies nouvelles et peu coûteuses (applications de téléphonie sans fil, à libre accès). Le concept du « premier pouce » renvoie, quant à lui, à la nécessité d'adapter les technologies au contexte local en tenant compte des facteurs comme la langue, le taux d'alphabétisation et l'accès physique.

Le CRDI appuie dix projets pilotes novateurs dans des régions rurales et périurbaines d'Afrique du Sud, de l'Angola et du Mozambique, dans le cadre desquels les chercheurs procèdent à une étude comparative de diverses technologies du « premier mille » et du « premier pouce » et rendent compte des changements observés dans les comportements par suite de l'intégration de ces technologies. Un autre projet au Mozambique permet à des étudiants de villages éloignés de recevoir de l'enseignement à distance et de communiquer régulièrement avec leur tuteur. Le CIUEM, l'Université catholique du Mozambique et le ministère de l'Éducation sont partenaires de ce projet.

Les chercheurs des trois pays présenteront aux responsables des politiques des recommandations sur les démarches qu'ils jugent fructueuses

et qui pourraient être utiles au sein d'autres collectivités.

(Projet n° 101981, Étude comparative des technologies du « premier mille » et du « premier pouce »; période visée : 2004-2007; contribution du CRDI : 1 076 400 CAD; personne à contacter au CRDI : Heloise Emdon; partenaire de recherche : Chris Morris, CSIR, PO Box 395, Pretoria 0001, Meiring Naudé Road, Brummeria, Pretoria, Afrique du Sud. Tél.: (+27 12) 841 2911; téléc. : (+27 12) 349 1153; courriel : cmorris@csir.co.za; site Web : www.csir.co.za)

Les TIC au service de l'autonomisation des Africaines

Comment les Africaines utilisent-elles les TIC pour améliorer leur vie ? Quels obstacles les empêchent ? GRACE, un important projet régional de recherche sur les sexospécificités et les TIC en Afrique, répond à ce genre de questions, tout en établissant un réseau de recherche africain autonome sur les sexospécificités et les TIC.

Coordonné à partir de l'Afrique du Sud par la société de conseil Research for the Future, GRACE propose des formations intensives ainsi que du mentorat et du soutien continu à 15 équipes de chercheurs de 12 pays, dont le Mozambique. En finançant des études nationales, le projet constitue un corpus de recherches sur l'accès des Africaines aux TIC et l'usage qu'elles en font. Les conclusions devraient éclairer les politiques et permettre d'éliminer des obstacles que les femmes ont à surmonter actuellement. Au Mozambique, la recherche se concentre sur l'utilisation des TIC par les femmes de Manhiça et de Sussendega et sur la mesure dans laquelle elle influe sur leur autonomisation. De façon plus large, le projet vise à mieux définir les notions de « sexospécificité » et d'« autonomisation » dans le contexte africain.

(Projet n° 102508, Recherche sur les TIC et l'autonomisation des femmes en Afrique – phase II; période visée : 2005-2007; contribution du CRDI : 1 458 480 CAD; personne à contacter au CRDI : Heloise Emdon; partenaire de recherche : Ineke Buskens, directeur, Research for the Future; 27 Leeukoppie Road, Llandudno 7806, Afrique du Sud. Tél.: (+27 21) 790 4138; courriel : researchforthefuture@gmail.com; responsables du projet au Mozambique : Esselina Macome et Polly Gaster, Université Eduardo Mondlane, PO Box 479, Maputo, Mozambique. Tél. : (+258 1) 492 601; téléc. : (+258 1) 494 755; courriel : polly@nambu.uem.mz ou macome@nambu.uen.mz; site Web : grace.gn.apc.org/en/node/3)

Le CRDI au Mozambique

La gestion des ressources naturelles à la frontière de la région du Limpopo

La région du Limpopo, plus vaste que la Suisse, s'étend aux confins du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Arrosée par le Limpopo, elle renferme des parcs nationaux et abrite une faune et une flore abondantes. Or, la gestion du bassin du fleuve pose problème aux pays concernés, et les différends territoriaux abondent.

En décembre 2002, les trois pays signent un accord établissant le Parc transfrontalier du Grand Limpopo, qui relie entre eux les parcs nationaux des trois pays et un ensemble de terres relevant pour la plupart de régimes fonciers communaux. La création du parc marque une première étape vers celle d'une zone protégée transfrontalière plus vaste, devant couvrir 100 000 km². Les institutions responsables des différents parcs doivent donc gérer les ressources fauniques et le tourisme, et il urge qu'elles définissent comment composer au mieux avec les collectivités qui habitent la zone protégée et en tirent leur subsistance.

Le CRDI vient donc en aide à des chercheurs qui tâchent d'élaborer des scénarios de gestion communautaire appuyant les objectifs de conservation de la nature et de protection des moyens de subsistance. Sous la direction du Centre for Applied Social Sciences (CASS) de l'Université

du Zimbabwe, ce projet applique, dans des sites pilotes des trois pays, une méthode fondée sur la création de scénarios afin d'aider les populations à reconnaître les bienfaits collectifs, plutôt que sectoriels ou individuels, de la gestion des ressources communes. Le projet vise également à aider les planificateurs de la zone protégée à comprendre les besoins et aspirations des collectivités locales et à en tenir compte. Il devrait en outre encourager les dirigeants à plus de transparence envers les parties locales intéressées et sensibiliser les collectivités participantes aux possibilités économiques et environnementales qui s'offrent à elles.

(Projet n° 103275, Gestion communautaire des ressources naturelles dans le Parc transfrontalier du Grand Limpopo; période visée : 2006-2011; contribution du CRDI : 697 800 CAD; personne à contacter au CRDI : Luis Navarro; partenaire de recherche : Jeanette Manjengwa, Université du Zimbabwe, PO Box MP 167, Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe. Tél. : (+263 4) 303015; téléc. : (+263 4) 307720; courriel : cass@cass.org.zw; site Web : www.uz.ac.zw)

Pour un complément d'information, prière de communiquer avec le Bureau régional de l'Afrique orientale et australe du CRDI.

Adresse postale : PO Box 62084, 00200, Nairobi, Kenya. Adresse municipale : Liaison House, 2e et 3e étages, State House Avenue, Nairobi, Kenya. Tél. : (+254-20) 271 3160 ou 3161; téléc. : (+254-20) 271 1063; courriel : postperson@idrc.or.ke; site Web : www.idrc.ca/esaro

Octobre 2006

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Tél. : 613-236-6163

Téléc. : 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca